

**RAPPORT DE GESTION ET  
ÉTATS FINANCIERS 2007**

# Rapport de gestion

## Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2007

### Portée de l'analyse financière de la direction

L'analyse qui suit doit se lire en parallèle avec les états financiers annuels vérifiés de la Société et les notes afférentes pour les exercices terminés les 31 décembre 2007 et 2006. Nos états financiers ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR).

### Énoncés prospectifs

Le présent document peut contenir des énoncés prospectifs qui reflètent les attentes actuelles de la direction à l'égard d'événements futurs. Ces énoncés prospectifs dépendent d'un certain nombre de facteurs et comportent certains risques et incertitudes et il n'y a aucune garantie que ces énoncés s'avéreront exacts. Les facteurs pouvant faire varier de façon importante nos résultats, nos activités et les événements futurs par rapport aux attentes exprimées expressément ou implicitement dans ces énoncés prospectifs comprennent, sans s'y limiter, la volatilité du prix de l'uranium, les risques liés à l'industrie minière, les incertitudes relatives à l'estimation des ressources minérales et les besoins additionnels de financement ainsi que la capacité de la Société à obtenir ces financements.

### Statuts, nature des activités et continuité de l'exploration

La Société a été constituée en corporation en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*, par statuts de constitution datés du 13 avril 2000.

Les activités de la Société portent essentiellement sur l'exploration de propriétés minières en vue de leur exploitation commerciale. La Société n'exploite présentement aucune propriété minière. La Société est propriétaire ou détient des participations dans diverses propriétés minières au Québec. Elle concentre ses activités sur la mise en valeur de deux propriétés uranifères. Parmi ses propriétés, le projet Matoush, situé dans les Monts Otish au Nord du Québec, est considéré comme l'un des projets ayant la plus forte teneur uranifère au monde.

La récupération du coût des actifs miniers dépend de la capacité de découvrir et d'extraire économiquement les réserves de minerai, de l'obtention du financement nécessaire pour poursuivre l'exploration et le développement de ses propriétés et de la mise en production commerciale ou du produit de la disposition des propriétés. La Société devra obtenir périodiquement de nouveaux fonds pour poursuivre ses activités et malgré le fait qu'elle y soit parvenue dans le passé, il n'y a aucune garantie de réussite pour l'avenir.

### Information financière sélectionnée

Le tableau suivant présente l'information financière choisie pour les exercices terminés les 31 décembre 2007, 2006 et 2005.

	31-12-2007	31-12-2006	31-12-2005
	\$	\$	\$
Revenus totaux	963 895	264 008	2 246
Frais généraux et d'administration	3 091 795	1 675 854	639 050
Perte avant radiation	522 579	1 411 846	636 804
Perte nette	522 579	2 251 590	823 224
Perte nette de base et diluée par action	0,01	0,03	0,02
Actif à court terme	28 884 998	11 561 056	1 383 442
Actif total	52 744 147	15 270 641	4 731 443
Passif à court terme	1 162 814	1 555 924	700 951
Fonds de roulement	27 722 184	10 005 132	682 491
Capitaux propres	50 377 333	13 714 717	4 006 092

Au 31 décembre 2007, l'accroissement de la valeur de l'actif de la Société est de l'ordre 52 744 147 \$ comparativement à 15 270 641 \$ en 2006. Cette variation de l'actif total est principalement due aux éléments suivants : une augmentation du fonds de roulement de plus de 28 millions \$, l'acquisition à 100 % de la propriété Apple en contrepartie d'actions pour la somme de plus de 8 millions \$, l'augmentation des frais reportés de 10 millions \$ et l'acquisition d'immobilisations au montant de 465 000 \$.

### **Politique sur les dividendes**

Depuis sa constitution en société, la Société n'a jamais versé de dividendes en espèces sur ses actions ordinaires en circulation. Tout paiement de dividendes dépendra des besoins financiers de la Société pour ses programmes d'exploration, de son niveau de croissance future ainsi que de tout autre facteur que le conseil d'administration jugera nécessaire de considérer dans les circonstances. Il est peu probable que des dividendes soient versés dans un futur proche.

### **Activités d'exploration**

Les données techniques contenues dans le texte qui suit sont fondées sur un rapport technique selon le *Règlement 43-101 concernant l'information sur les projets miniers* (« *Règlement 43-101* ») et ont été révisées par monsieur David A. Ross, M.Sc. P.Geo de Scott Wilson Roscoe Postle & Associates (« *Scott Wilson RPA* », qui est une personne qualifiée telle que définie par le *Règlement 43-101*. Les frais d'exploration pour l'exercice terminé le 31 décembre 2007 s'élèvent à 18 763,939 \$ (4 715 754 \$ en 2006). Le niveau des dépenses pendant le dernier exercice est supérieur au niveau des dépenses de l'exercice 2006 car la Société a effectué des travaux d'exploration et de mise en valeur plus importants sur ses propriétés. La propriété Matoush a été la plus active avec des travaux d'exploration totalisant 17 655 159 \$.

À la suite des dépenses admissibles engagées en exploration de l'ordre de 18 763 939 \$ au cours de l'exercice, la Société est éligible au crédit d'impôt remboursable relatif aux ressources du Québec qui pourrait atteindre le taux de 38.75 % et au crédit remboursable de droits miniers du Québec au taux de 12 % sur toutes les dépenses d'exploration admissibles. La valeur estimative de ces crédits à recevoir pour les dépenses engagées durant l'exercice au 31 décembre 2007 est de 8 664 000 \$.

### **Projets et nouvelles acquisitions**

Au 31 décembre 2007, la Société détenait dans son portefeuille 100 % de quatre propriétés minières et une participation ou des options dans trois propriétés minières situées au Québec qui couvrent plus de 47 633 hectares.

Le 28 août 2007, la Société a annoncé qu'elle venait d'accroître ses actifs uranifères de 9 millions de livres d'uranium ( $U_3O_8$ ) à la suite de la signature d'une lettre d'entente avec Mines Virginia Inc. (« *Virginia* ») sur la propriété Apple, située dans la région de la Baie-James au nord du Québec.

En vertu de cette entente, la Société a acquis 100 % d'intérêt de la propriété uranifère Apple que détenait Virginia à 100 % en contrepartie de 3 250 000 actions de la Société. L'entente est aussi assujettie d'une royauté de 2 % NSR, en faveur de Virginia, dont 1 % rachetable pour 1,0 M \$. La séance de clôture de la transaction a eu lieu le 6 septembre 2007.

La propriété Apple, constituée de 194 titres miniers et couvrant 9 928 hectares, est située 80 km au sud-est de Radisson. La propriété est accessible via une route d'hiver de 40 km à partir de la route pavée de la Baie-James au km 510. L'été, on peut y avoir accès par bateau à partir de la route Trans-Taïga.

Le projet couvre une partie de la Formation Apple reconnue au début des années 1970 pour la découverte de plusieurs lentilles de conglomérats à cailloux de quartz et à matrice uranifère et pyriteuse couvrant une vaste étendue.

Le gîte d'uranium Apple a été découvert en 1971 lors d'un levé aéroporté. Il s'en est suivi une campagne d'exploration exhaustive menée conjointement par The International Nickel Company of Canada Limited (« *INCO* ») et la Société de développement de la Baie-James de 1972 à 1975, INCO étant l'opérateur. Au total, 65 forages ont été complétés pour un total de 14 000 mètres. Les conglomérats ont été retracés sur huit kilomètres selon un axe est-ouest.

Le 29 octobre 2007, la Société a annoncé la signature d'une entente de principe selon laquelle elle peut acquérir 60 % d'intérêt soit 277 titres miniers dans la propriété Pacific Bay-Matoush de Consolidated Pacific Bay Minerals Ltd. (« *Pacific Bay* ») situés au Québec dans le secteur Matoush des Monts Otish. L'entente est conditionnelle à la signature d'une entente définitive et à l'approbation des autorités réglementaires. L'entente prévoit que la Société payera à Pacific Bay un total de

500 000 \$ et émettra 200 000 actions de la Société sur une période de quatre ans, et investira 3 millions \$ en frais d'exploration sur une période de quatre ans, incluant un minimum de 10 000 mètres de forage. Dans le cadre de la transaction, la Société a acquis, le 15 janvier 2008, un million d'unités de Pacific Bay au prix de 0,30 \$ l'unité. Chaque unité est composée d'une action ordinaire et d'un bon de souscription. Chaque bon de souscription donne le droit d'acheter une action ordinaire au prix de 0,60 \$ l'action pour une période de 24 mois.

Depuis le 29 octobre 2007, la Société assume la direction des activités d'exploration sur la propriété, incluant la supervision du programme de forage récemment annoncé par Pacific Bay. La Société a commencé le forage sur la propriété et travaille en collaboration avec le personnel de terrain de Pacific Bay afin de maximiser les travaux d'exploration. La propriété comprend une superficie de 145 kilomètres carrés (56 miles carrés) dans les Monts Otish où la Société définit présentement le gisement d'uranium à haute teneur Matoush découvert à l'origine par Uranerz Exploration and Mining dans les années 1980.

Le 26 novembre 2007, la Société a signé une entente de principe en vertu de laquelle elle peut acquérir une participation de 60 % dans les droits d'uranium de la propriété Mistassini de Ressources Majescor Inc. (« Majescor »), sous réserve de la conclusion d'une convention d'option définitive et de l'approbation des organismes de réglementation. Majescor possède présentement 100 % des droits sur l'uranium et Superior Diamonds Inc., (« Superior Diamonds ») 100 % des droits sur les diamants que renferment la propriété de Mistassini située dans les Monts Otish approximativement 40 km au sud-ouest de la propriété Matoush que détient la Société.

Selon la convention d'option proposée, la Société a permis à Majescor d'utiliser par contrat l'équipement de forage hélicopté de Major Drilling, lequel est utilisé par la Société, afin de forer l'indice du lac Mantouchiche en novembre et décembre 2007. En retour, la Société a exercé son droit de premier regard (« DPR ») de 30 jours, le 14 janvier 2008, pour conclure une convention d'option avec Majescor relativement à la propriété en question. La période de 30 jours du DPR commençait à la date où la Société recevait les résultats de forages de Majescor.

Conformément à la convention d'option, la Société pourra acquérir une participation indivise de 60 % des droits d'uranium de la propriété en effectuant des travaux d'exploration d'une valeur de 1,3 million \$ sur trois ans. La Société devra rembourser à Majescor le coût du programme de forage (environ 250 000 \$) et devra réaliser pour 250 000 \$ de travaux d'exploration sur la propriété au cours de l'année 1, soit un engagement total ferme de 500 000 \$ pour la première année d'option. Le solde de 800 000 \$ en dépenses d'exploration sera réparti également entre la deuxième et la troisième année.

Pendant la période d'option, la Société aura l'exclusivité de l'exploration pour l'uranium sur la propriété et disposera d'un accès illimité à celle-ci. Superior Diamonds aura accès à la propriété pour y faire l'exploration de diamants et sera la seule partie autorisée à ce titre. Superior Diamonds a droit à des redevances de 2,0 % sur le yellowcake produit de la propriété. Les parties se sont engagées à signer la version définitive de la convention de coentreprise dans les 90 jours suivant la décision de la Société d'exercer son option sur la propriété.

### **Travaux d'exploration**

L'année 2007 s'est avérée être la plus fertile pour la Société depuis sa création en 2000 en ce qui a trait aux travaux d'exploration réalisés ainsi qu'en terme de financement. La Direction a su saisir les opportunités afin d'accroître substantiellement son portefeuille de propriétés uranifères par acquisition et options.

### **Projet Matoush**

Sur le projet uranifère Matoush, détenu à 100 % et situé dans les Monts Otish, au nord du Québec, des travaux d'exploration substantiels y ont été conduits particulièrement en forages. Au total 51 800 mètres répartis en 152 sondages ont été complétés. L'objectif que s'était fixé la Direction, soit de définir la lentille AM-15, s'est effectivement concrétisé de sorte qu'un rapport technique selon le *Règlement 43-101* incluant une estimation des ressources a pu être réalisé.

L'année 2007 a débuté avec un important défi à relever, soit procéder à la réfection, l'amélioration et l'entretien de la route d'hiver Eastmain, afin d'être en mesure d'acheminer sur le site une quantité impressionnante de carburant (900 000 litres) pour une année complète, tout le matériel nécessaire à la construction et à l'opération d'un nouveau campement pouvant loger 45 personnes, ainsi que deux foreuses supplémentaires et divers équipements. La réfection de la route a permis de réaliser une économie d'échelle considérable.

Le camp, qui devait être opérationnel à la mi-juin, mais qui a finalement été mis en service à la mi-avril 2007, a définitivement contribué à l'avancement des travaux d'exploration d'une façon soutenue même pendant la période de gel et de dégel.

Au cours des deux premiers trimestres de 2007, soit entre le 10 janvier et le 2 juillet 2007, 63 sondages ont été complétés pour un total de 24 522 mètres. L'accent a principalement été mis sur le forage de définition de la lentille AM-15 en vue de l'estimation des ressources ainsi que dans ses extensions sud et nord.

Les résultats d'analyses chimiques des huit premiers sondages de l'année (MT-07-01 à 08) ont permis de confirmer la robustesse des systèmes avec des teneurs très élevées sur des épaisseurs impressionnantes. Les meilleures valeurs ont été obtenues dans le sondage MT-07-03, soit une teneur de 2,00 %  $U_3O_8$  sur 16 mètres, ce qui représente 40 lb/tonne  $U_3O_8$  sur une longueur de 53 pieds. Cette excellente intersection inclut 4,02 %  $U_3O_8$  sur 3,55 mètres (80 lb/tonne). Au prix actuel de la livre de  $U_3O_8$ , soit 85,00 \$ US, cette intersection représente une valeur supérieure à 4 500 \$ US/tonne. La viabilité économique des ressources minérales qui ne sont pas des réserves minérales n'a pas été démontrée pour cette hypothèse.

La poursuite des forages dans l'extension immédiate nord de la lentille AM-15 a, d'autre part, causé de bonnes surprises avec la confirmation de la continuité de la minéralisation dans le faciès CBF au-dessus du faciès ACF.

Parmi les sondages, dont les analyses chimiques ont été reçues au cours des premiers trimestres 2007, neuf ont été forés dans l'extension nord de l'AM-15. Il s'agit des trous MT-07-26, 27, 28, 29, 31, 32, 33, 34 et 35 (Voir localisation des points de percée sur le site web [www.stratecoinc.com](http://www.stratecoinc.com)). La largeur vraie des intervalles minéralisés n'a pas encore été déterminée. La meilleure valeur provient du sondage MT-07-29 avec une teneur de 1,97 %  $U_3O_8$  représentant 39 lb/tonne  $U_3O_8$  sur une longueur de 6,7 mètres dans l'horizon CBF. Ces résultats sont d'autant plus prometteurs que l'intersection provient d'une faille située dans l'éponte supérieure de la faille Matoush 135 mètres au nord de la section du sondage AM-15. Autre forage d'intérêt dans ce secteur, le MT-07-33, foré 25 mètres au nord du MT-07-29. Comme dans le MT-07-29, la minéralisation uranifère se situe dans l'éponte supérieure de la faille Matoush. La minéralisation se retrouve sur 4,0 mètres le long du trou.

Dans l'horizon porteur ACF, toujours dans l'extension nord de l'AM-15, la meilleure intersection provient du sondage MT-07-35, 65 mètres au nord de l'AM-15. Une teneur de 0,95 %  $U_3O_8$  (19 lb/tonne) sur une longueur substantielle de 10,7 mètres incluant 1,61 %  $U_3O_8$  (32 lb/tonne) sur 5,9 mètres a été obtenue. Cette intersection, où l'on a observé des altérations hydrothermales intenses à fuschite, tourmaline, chlorite avec pechblende et uranophanes, confirme la présence d'un corridor à teneurs et puissances importantes dans la partie supérieure du niveau ACF au nord de l'AM-15.

Les sondages complétés dans le secteur AM-15 ont indiqué la présence de minéralisation d'intérêt sur une largeur de plus de 300 mètres, dont un cœur de 160 mètres nommé lentille AM-15.

L'extension sud de la zone AM-15 a été investiguée par 13 sondages sur une distance d'environ 270 mètres jusqu'à la section 35+15S incluant le secteur foré sur le lac. La faille Matoush a été intersectée dans l'ensemble des sondages avec des valeurs oscillant entre 0,05 %  $U_3O_8$  et 0,10 %  $U_3O_8$ . Un des sondages forés sur le lac a cependant fait exception (MT-07-18) où l'on a obtenu une teneur de 0,21 %  $U_3O_8$  sur 3,4 mètres incluant 0,83 %  $U_3O_8$  sur 1,5 mètre. Un suivi sera effectué dans ce secteur à l'hiver 2008.

En février 2007, une des trois foreuses a été mobilisée afin de forer en profondeur pour vérifier le potentiel uranifère du socle (type discordance). Cinq sondages ont été entrepris dont un ayant dû être abandonné pour des raisons techniques. Le socle a été atteint avec le premier sondage (MT-07-09) à une profondeur verticale de 790 mètres. La faille a été intersectée dans le socle, mais avec absence de minéralisation uranifère, celui-ci étant constitué de gneiss et tonalite (granite) foliée alors que l'on aurait souhaité des méta-sédiments. Fait intéressant par ailleurs, le conglomérat à cailloux de quartz typique de 30 mètres d'épaisseur et un régolite de 9 mètres verticaux précèdent le socle. Le niveau ACF-4 jamais testé auparavant a été traversé sur une épaisseur verticale de 400 mètres. Un des forages complétés dans ce niveau, MT-07-22, s'est avéré très significatif révélant le potentiel uranifère du niveau ACF-4.

Le MT-07-22 a intersecté deux intrusifs avec présence de minéralisation uranifère dans chacun d'eux. La minéralisation a été intersectée dans le niveau ACF-4 à une profondeur verticale moyenne de 700 mètres, le socle se trouvant à 792 mètres. Les deux intrusifs sont distancés de 60 mètres le long du trou, le second correspondant à la faille Matoush. Les résultats d'analyses chimiques se sont montrés révélateurs avec une teneur respective de 1,18 %  $U_3O_8$  (24 lb/tonne) sur 0,6 mètre et de 0,30  $U_3O_8$  (6 lb/tonne) sur 1,40 mètre.

Neuf sondages ont été forés en vue de vérifier le potentiel uranifère de l'horizon CBF entre le niveau -80 mètres et -160 mètres verticaux. Cet horizon renferme typiquement de faibles teneurs uranifères. Les cinq forages centrés à -100 mètres sur environ 240 mètres latéralement, ne semblent pas représenter de minéralisation significative, les comptes par seconde (cps) ne dépassant pas 700. Par ailleurs, les sondages MT-07-36 et 44 ayant un point de percée situé à -160 mètres et étant espacés de 105 mètres apparaissaient nettement plus prometteurs. Le sondage MT-07-36 a intersecté une zone minéralisée d'intérêt sur 3,15 mètres avec des cps atteignant 6 300. Pour ce qui est du MT-07-44, il a intersecté deux zones minéralisées, la première d'une longueur de 2,0 mètres avec des cps atteignant 3 900, se situant dans le niveau CBF et la seconde dans le niveau ACF sur environ 13 mètres avec des cps maximum oscillant de 650 à 2 700.

Le sondage MT-07-49 est, sans contredit, le plus prometteur. Avec un point de percée à 185 mètres au nord de l'AM-15 dans la partie médiane de l'horizon ACF, ce forage a démontré que la minéralisation se poursuit vers le nord. La zone minéralisée sur une longueur de 3,8 mètres a révélé la présence de pechblende sur toute sa longueur avec des cps de 11 500.

Les travaux d'exploration sur le projet Matoush se sont intensifiés au cours du troisième trimestre notamment en raison de la saison estivale permettant la prospection et le forage hélicoptéré.

Entre le 3 juillet et le 3 octobre 2007, 65 sondages ont été complétés sur le projet Matoush pour un total de 14 983 mètres.

Les sondages d'exploration complétés au cours du troisième trimestre ont été principalement forés le long de la faille Matoush soit à l'extrémité nord-ouest du projet (Matoush-Extension) jusque dans la partie sud de la propriété Eclat, 9 km au sud de l'AM-15. Les sondages dans la partie nord et la partie sud du projet Matoush ont été forés avec une foreuse de type Versa déplacée à l'aide d'un hélicoptère Astar 350 B-2 de Hélicoptères Canadien affecté en permanence au site. La répartition des sondages complétés au cours du troisième trimestre 2007 se retrouve dans le rapport trimestriel déposé sur Sedar ([www.sedar.com](http://www.sedar.com)).

Outre les sondages d'exploration forés entre la surface et le niveau ACF-3 d'une puissance verticale de 60 mètres (hôte de la zone AM-15), incluant ceux forés dans le secteur AM-08 (niveau ACF-1 d'une puissance de 15 mètres), l'accent a été mis sur les forages d'exploration en profondeur dans le niveau ACF-4 dont la puissance est de près de 400 mètres de hauteur. L'objectif de ces sondages consiste à vérifier un nouveau modèle géologique basé sur la présence potentielle d'autres lentilles situées parallèlement à la plongée de la zone AM-15. Les résultats se sont avérés probants, notamment pour les sondages MT-07-101, 110 et le MT-07-116 forés à la mi-octobre.

Pour le MT-07-101, la diagraphie a révélé 0,30 %  $eU_3O_8$  sur 1,9 mètre dans la partie supérieure de l'ACF-4 à -360 mètres. Un maximum de 5 900 cps a été enregistré sur la carotte. Le sondage MT-07-110, foré 60 mètres plus bas et 50 mètres plus au nord, a intersecté deux sections minéralisées séparées de 4,2 mètres, la seconde correspondant à la faille Matoush ; la diagraphie a indiqué 0,09 %  $eU_3O_8$  sur 1,11 mètre et 0,06 %  $eU_3O_8$  sur 2,23 mètres. En ce qui a trait au sondage MT-07-116 foré 110 mètres plus au nord et 150 mètres plus profond que le MT-07-110, il a intersecté une section minéralisée de 0,40 mètre au contact de la faille (-525 mètres) avec des cps atteignant 32 000. La diagraphie n'a pas pu être réalisée dans ce sondage.

La diagraphie dans les forages est devenue un incontournable, le laboratoire de Saskatchewan Research Council se trouvant littéralement débordé. En attendant de recevoir sa propre sonde, la Société utilise une sonde Gamma prêtée par Cameco.

En ce qui a trait à la prospection de la propriété Matoush, le troisième trimestre a été des plus actifs avec des résultats très concluants.

L'objectif principal de la prospection à l'été 2007 était de découvrir de nouveaux blocs ou de nouveaux affleurements radioactifs minéralisés en uranium pouvant nous mener à une nouvelle zone minéralisée. Plus de 10 000 hectares ont été couverts. La prospection a été faite de façon systématique suivant des traverses espacées aux 100 mètres.

Ces travaux ont notamment permis de découvrir, dans de nouveaux secteurs, des blocs fortement radioactifs (5 000 à 61 000 cps) dans le coin est-nord-est de la propriété Matoush (Indice Laurent-Martin), une zone affleurante radioactive (600 à 10 000 cps) à la limite nord du Bloc Nord et plusieurs blocs radioactifs tant sur le Bloc Sud que sur le Bloc Nord de la propriété.

La découverte hautement significative des blocs radioactifs atteignant 61 000 cps effectuée par les prospecteurs d'Exploration Sans Frontières, mandatés par la Société, se situent 5 km au nord-est de la zone AM-15.

Parallèlement aux travaux d'exploration sur le terrain, les travaux de géotechnique et de métallurgie ainsi que la collecte d'informations pour l'étude d'impact environnementale se sont poursuivis.

Le 26 septembre 2007, Scott Wilson RPA a complété un rapport technique sur le projet Matoush, incluant une estimation des ressources sur le cœur de la zone AM-15.

Scott Wilson RPA a préparé une première estimation des ressources minérales pour le cœur de la zone AM-15 de Matoush utilisant l'information des forages disponibles en date du 6 septembre 2007. Un jeu de sections transversales ainsi que des vues en plan ont été interprétés afin de construire des modèles 3D de cadre linéaire de l'enveloppe minéralisée («grade-shell wireframe models») en utilisant une teneur de coupure de 0,05 %  $U_3O_8$  et une épaisseur horizontale minimale de 2 mètres. Les hautes teneurs ont été coupées à 7 %  $U_3O_8$ . Sur les 119 forages situés dans le secteur de la zone AM-15, 44 ont été utilisés pour l'estimation des ressources minérales. Les ressources minérales se retrouvent à l'intérieur de quatre lentilles verticales contrôlées par la zone de la faille Matoush (ZFM) soit : lentille principale, lentille sud, lentille nord et lentille supérieure. La modélisation des teneurs  $U_3O_8$  à l'intérieur des «wireframe models» a été estimée par krigeage ordinaire.

Les ressources minérales de catégorie indiquées totalisent 201 000 tonnes à une teneur de 0,79 %  $U_3O_8$  contenant 3,48 millions de livres d' $U_3O_8$ . Les ressources minérales inférées sont estimées à 65 000 tonnes à une teneur de 0,43 %  $U_3O_8$  contenant 0,62 million de livres.

Le solide représentant le cœur de la zone AM-15 ayant une plongée vers le sud-est (source du nouveau modèle) peut être visualisé sur la section longitudinale du site web de la Société ([www.stratecoinc.com](http://www.stratecoinc.com)).

L'estimation des ressources ne tient pas compte des autres zones minéralisées intersectées par forages sur la propriété Matoush. «La zone AM-8 plus petite et érodée se trouve à la surface dans le niveau ACF-1, approximativement 200 mètres verticalement au-dessus de la zone AM-15. De la minéralisation uranifère d'extension non définie a aussi été intersectée dans le niveau ACF-2 (occurrence L-43) ainsi que dans le niveau ACF-4 (occurrence 22 en profondeur, 0,31 %  $U_3O_8$  sur 1,4 mètre). L'occurrence 22 en profondeur se trouve à 200 mètres au-dessus du socle (discordance) et environ 330 mètres verticaux sous la zone AM-15. Toute la minéralisation intersectée se trouve à l'intérieur de la ZFM tel que mentionné plus haut, soit de la minéralisation uranifère de type Otish.» (Scott Wilson RPA, sept. 2007).

Au cours du dernier trimestre de l'année 2007, les travaux de forage ont été principalement concentrés dans le nouveau secteur de la lentille MT-22 situé dans le niveau ACF-4 entre -350 et 650 mètres verticaux, avec comme but principal l'identification de nouvelle minéralisation en vue d'accroître les ressources. Au cours de cette dernière période, 20 sondages ont été forés pour un total de 11 238 mètres.

La majorité des forages complétés dans ce secteur (ACF-4) a intersecté des valeurs en  $U_3O_8$  significatives à l'intersection de la faille Matoush généralement sur de faibles épaisseurs tel le MT-07-116 avec 32 000 cps sur 1,3 mètre ; trou dans lequel la sonde gamma n'a pas encore été passée en raison de la trop grande profondeur du câble à ce moment (intersection -600 mètres verticaux). Les meilleurs résultats proviennent des deux derniers sondages complétés en 2007, soit le MT-07-129 et le MT-07-130 distants de 80 mètres à la même élévation (-350 mètres).

Le MT-07-129 avec une intersection de 8,3 mètres avec une teneur de 0,24 %  $eU_3O_8$  incluant 3,7 mètres à 0,51 %  $eU_3O_8$  s'est avéré extrêmement encourageant d'autant plus que le halo d'altération dans ce forage est identique à celui déterminé autour de la lentille AM-15.

Le MT-07-130 a intersecté une zone minéralisée de 5,0 mètres avec une teneur de 0,11 %  $eU_3O_8$  incluant 1,7 mètre à 0,24 %  $eU_3O_8$ . Les travaux d'exploration se sont terminés le 21 décembre 2007 en raison de la période des Fêtes.

Dans la partie nord du projet Matoush (Matoush Extension), quatre forages totalisant 1,290 mètres ont été complétés. Les résultats se sont avérés mitigés, la faille Matoush s'avérant ardue à retracer en raison des déplacements latéraux.

Dans la partie sud du projet Matoush (propriété Eclat), dix forages ont été complétés (EC-07-01 à 07-10) pour un total de 2 260 mètres. Ces forages d'exploration réalisés avec le support de l'hélicoptère ont permis de préciser la localisation de la

faille Matoush sur la propriété Eclat, la radiométrie sur la carotte révélant de faibles cps. Ce secteur sera à nouveau foré au cours de l'hiver 2008.

En décembre 2007, la Société a complété quatre forages totalisant 1 062 mètres sur le bloc « Rabbit Ears » optionné de Consolidated Pacific Bay Minerals Ltd.

Les quatre sondages ont intersecté les mêmes horizons sédimentaires que ceux rencontrés sur le dépôt Matoush. Le meilleur forage a été le PB-07-02 qui a intersecté 10 cm de grès arkosique contenant 0.03 %  $U_3O_8$ .

### **Projet Apple**

Le 28 août 2007, la Société a annoncé l'acquisition d'un intérêt de 100 % de la propriété uranifère Apple située 75 kilomètres au sud-ouest de l'aéroport de Radisson dans la région de la Baie-James. Apple a été acquis de Virginia en échange de 3 250 000 actions de la Société.

La propriété couvre une partie de la Formation Apple reconnue au début des années 1970 pour la découverte de plusieurs lentilles de conglomérats à cailloux de quartz et à matrice uranifère et pyriteuse couvrant une vaste étendue.

Le gîte d'uranium Apple a été découvert en 1971 lors d'un levé aéroporté. Il s'en est suivi une campagne d'exploration exhaustive menée conjointement par The International Nickel Company of Canada Limited (« INCO ») et la Société de développement de la Baie-James de 1972 à 1975, INCO étant l'opérateur. Au total, 65 forages ont été complétés pour un total de 14 000 mètres. Les conglomérats uranifères ont été retracés sur huit kilomètres selon un axe est-ouest.

En 1974, INCO a procédé à une estimation des ressources sur une portion couvrant sept zones à pendage subvertical sur un kilomètre de distance. Le calcul non conforme à l'*Instrument National 43-101* fait état d'un total de 9 365 000 tonnes titrant 0,054 %  $U_3O_8$  soit 1,08 lb/tonne pour un total de 10,1 millions de livres (GM 57894). De ces ressources, 4,3 M de tonnes ont été classées prouvées et probables et 5,0 M de tonnes comme possibles. La littérature (Robertson et al. 1986) fait état d'un tonnage évalué à 8,5 M de tonnes à 0,052 %  $U_3O_8$  (8,8 M livres  $U_3O_8$ ) compris dans une enveloppe de six mètres de largeur par un kilomètre de longueur, jusqu'à une profondeur de 300 mètres, le gîte demeurant totalement ouvert en profondeur. Une corrélation a été établie entre les plus hautes teneurs en uranium et le contenu en pyrite. INCO a abandonné la propriété en 1975. Il n'y a eu aucuns travaux d'exploration pour l'uranium depuis.

À l'automne 2007, la Société a réalisé un levé radiométrique hélicopté couvrant l'ensemble de la propriété. Ce levé a permis d'identifier de nouvelles anomalies radiométriques en plus de confirmer la présence de celles identifiées lors de levés antérieurs.

Au début de janvier 2008, la Société a entrepris la construction d'un camp pouvant loger 14 personnes. Une campagne de forages de 4 000 mètres a, d'autre part, débuté à la mi-février. Diverses cibles seront testées.

### **Projet Mont-Laurier**

En 2007, les travaux d'exploration sur la propriété ont essentiellement consisté en forages.

De janvier à mars 2007, un programme de 32 forages pour un total de 2 614 mètres a été complété sur les secteurs A, B et C. Il s'agit du premier programme de forages réalisé par la Société depuis le jalonnement de la propriété en 2005 et depuis les travaux de Mines Mont-Laurier Uranium en 1971 et de SOQUEM en 1973.

Dans le secteur A (Lac Hanson Ouest), les forages visaient la zone suivant un réseau espacé aux 100 mètres et couvrant 1 000 mètres en direction nord-sud. Les 28 forages, surtout verticaux (2 274 mètres) ont été forés jusqu'à une profondeur moyenne de 81 mètres. Les bandes clés de pegmatite blanche en alternance avec les gneiss granitiques ont été intersectées comme prévu mais la dissémination des minéraux porteurs de l'uranium semble plus grande qu'anticipé. Les intersections sont décimétriques à métriques et les teneurs sont inférieures à 0,05 %  $U_3O_8$ . Il apparaît difficile de concilier les ressources rapportées dans les travaux historiques (544 000 tonnes à 0,075 %  $U_3O_8$ ) avec les observations en forage pour le secteur Lac Hanson Ouest.



Pour le secteur B, entre Lac Hanson Ouest et Tom Dick Sud, un seul forage a été implanté. Celui-ci a été interrompu après seulement 54 mètres de forage. Des problèmes de logistique et d'approvisionnement en eau ont entraîné l'arrêt du forage.

Pour le secteur C (Tom Dick Sud), trois forages totalisant 285 mètres ont été réalisés dans ce secteur. Ces forages sont localisés au bas de l'escarpement qui borde la limite nord de la propriété de Ressources Strateco avec celle de Nova Uranium. Les teneurs notées ne dépassent pas 0,02 % U<sub>3</sub>O<sub>8</sub> sur une épaisseur décimétrique.

Malgré les résultats mitigés des forages de 2007, la propriété présente encore plusieurs cibles d'exploration d'intérêt n'ayant pas fait l'objet de travaux d'exploration récents en particulier le secteur Hanson Centre, le secteur B non foré en 2007 et le secteur C en fonction des résultats des travaux de Nova Uranium plus au nord et la présence d'autres anomalies radiométriques du levé aéroporté.

### **Plan d'action**

Dans les prochains mois, la Société continuera d'axer ses efforts sur l'exploration et la mise en valeur de ses meilleurs projets uranifères et de métaux en utilisant des techniques d'exploration avancées. Suivant les demandes et les tendances de l'industrie, la Société considérera également l'acquisition de nouvelles propriétés minières pour y conduire des travaux d'exploration. À cette fin, des financements pourraient être nécessaires en 2008.

La Société prévoit dépenser en forages sur ses propriétés en 2008, la somme de 26 M \$ répartie comme suit : propriété Matoush 22 M \$ ; Apple 2,5 M \$ ; Pacific Bay-Matoush 450 000 \$ ; Eclat 650 000 \$ et Mistassini 400 000 \$.

### **Résultats d'exploitation**

La Société a enregistré une perte nette de 522 579 \$ pour l'année 2007, comparativement à une perte nette de 2 251 590 \$ pour l'année 2006 et de 823 224 \$ en 2005. L'augmentation des revenus d'intérêts pour l'exercice courant est attribuable aux revenus additionnels générés par l'augmentation de la trésorerie et équivalents de trésorerie.

Les frais généraux et d'administration ont été de l'ordre de 3 091 795 \$ alors que la moyenne des frais généraux pour les trois derniers exercices était de 1 802 233 \$.

Les facteurs suivants ont une forte influence sur les coûts d'opérations : 1) Depuis 2006, la Société a augmenté ses activités opérationnelles et de marketing résultant en une augmentation des dépenses de déplacement et d'hébergement, des relations avec les investisseurs, des frais de bureau et d'un don de 100 000 \$ au Fonds Restor-Action-Nunavik ; 2) L'augmentation des frais d'inscription et de registrariat liés à l'inscription des titres de la Société à la Bourse de Toronto (TSX) ; 3) Les charges relatives à l'octroi d'options d'achat d'actions représentent une part importante des frais généraux d'administration.

La Société n'a pas de vente n'ayant pas de propriété en production.

## Données trimestrielles

Le tableau suivant présente l'information financière sélectionnée pour les huit derniers trimestres.

	31-12-2007	30-09-2007	30-06-2007	31-03-2007	31-12-2006	30-09-2006	30-06-2006	31-03-2006
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Revenus totaux	218 021	232 777	269 484	243 613	114 002	111 752	30 798	7 456
Frais généraux et d'administration	298 308	339 047	1 651 913	802 527	433 312	321 625	514 689	406 228
Perte (Bénéfice) avant radiation et rémunération à base d'action	(1 525 034)	106 270	416 063	147 931	1 038 324	209 873	440 621	251 687
Perte nette (Bénéfice net)	(1 525 034)	106 270	1 382 429	558 914	1 092 509	274 118	483 891	401 072
Perte nette par action de base et dilué	0,01	0,02	0,02	0,01	0,01	0,00	0,01	0,01
Actif à court terme	28 884 998	26 939 926	29 634 886	31 761 695	11 561 056	11 023 525	10 250 315	1 849 130
Actif total	52 744 147	45 543 398	39 712 848	38 686 899	15 270 641	13 983 050	15 655 580	5 888 754
Passif à court terme	1 162 814	1 353 849	1 568 029	1 417 067	1 555 924	523 851	560 294	372 174
Fonds de roulement	27 722 184	25 586 077	28 066 857	30 344 628	10 005 132	10 499 674	9 690 021	1 476 956
Capitaux propres	50 377 333	44 189 549	38 144 819	37 269 832	13 714 717	13 434 799	15 070 886	5 492 180

## Discussion sur l'information trimestrielle sélectionnée

Au cours des huit derniers trimestres, les frais généraux d'administration et les pertes avant radiation et frais relatifs à la rémunération à base d'action sont en moyenne de 595 956 \$ et de 239 873 \$.

Les facteurs suivants ont une forte influence sur les coûts d'opérations : 1) Depuis 2006, la Société a augmenté ses activités opérationnelles et de marketing résultant en une augmentation des dépenses de déplacement et d'hébergement, des relations avec les investisseurs, des frais de bureau et d'un don de 100 000 \$ au Fonds Restor-Action-Nunavik ; 2) Augmentation des frais d'inscription et de registrariat liés à l'inscription des titres de la Société à la Bourse de Toronto (TSX); 3) Charges relatives à l'octroi d'options d'achat d'actions représentent une part importante de nos frais généraux d'administration.

En tenant compte de ce qui précède et pour assurer l'exploitation de la Société, il en coûte en moyenne par trimestre 300 000 \$ en frais généraux d'administration moins les frais non récurrents comme la rémunération à base d'action, les frais de registrariat à la suite de l'inscription de la Société à la Bourse de Toronto (TSX) et le don au Fonds Restor-Action-Nunavik. De ce montant, 160 000 \$ par trimestre représente les honoraires des consultants, les frais légaux, les relations avec les investisseurs et le loyer payable à une société dont un administrateur, monsieur Guy Hébert, est administrateur de la Société (Voir la rubrique «Opérations entre apparentés» note 13 pour plus de détails).

## Performance du quatrième trimestre

La Société a réalisé un bénéfice de 1 525 034 \$ à la suite des économies d'impôts liés au report de perte et des frais d'émission d'actions pour le quatrième trimestre de l'exercice courant, comparativement à une perte nette de 1 092 509 \$ pour le quatrième trimestre de l'exercice précédent. Cette réalisation de bénéfice est principalement attribuable à la diminution de coûts en relation avec les investisseurs au montant de 148 000 \$ et les charges relatives aux émissions d'options de 49 000 \$ et les économies d'impôts futurs de 1 605 321\$.

## Situation de trésorerie

Le fonds de roulement de la Société est passé à 27 722 184 \$ à la fin de l'exercice comparativement à 10 005 132 \$ au début de l'exercice. Cette augmentation est principalement due à un financement privé réalisé au cours de l'exercice

totalisant 25 012 000 \$, à l'exercice d'options d'achat d'actions pour un montant total de 171 050 \$ ainsi qu'à l'exercice de bons de souscription pour une somme totalisant 5 573 500 \$. Ces fonds seront utilisés à la continuité des programmes d'exploration planifiés pour l'année 2008. Les dépôts à terme ne sont pas exposés à du papier commercial.

Au cours du quatrième trimestre, des bons de souscription ont été exercés pour un montant de 4 660 950 \$. De plus, des options d'achat d'actions ont également été exercées pour un montant de 1 800 \$. La Société a ainsi émis 3 418 300 actions ordinaires.

### Source de financement

Au cours de l'exercice, la Société a procédé à un financement privé au montant de 25 012 000 \$, a encaissé des sommes à la suite de l'exercice des options d'achat d'actions pour une somme de 171 050 \$ et à la suite de l'exercice de bons de souscription pour la somme de 5 573 500 \$. Elle a émis 17 794 500 actions ordinaires, pour un montant de 37 502 050 \$, dont 3 450 000 actions ordinaires ont été émises en contrepartie de propriétés minières pour une valeur de 6 745 500 \$.

### Arrangement hors bilan

La Société n'a aucun arrangement hors bilan.

### Opérations entre apparentés

La Société a effectué les opérations suivantes auprès d'une société dont un dirigeant et administrateur, monsieur Guy Hébert, est également dirigeant et administrateur de la Société.

Les honoraires à être payés à cette société sont équivalents à la rémunération qui serait autrement payée par la Société à une tierce partie.

	<b>2007</b>	<b>2006</b>
Dépenses capitalisées à l'état des frais reportés		
Frais d'experts-conseils et sous-traitants	1 145 000 \$	197 000 \$
Frais de gestion <sup>(1)</sup>	1 823 000 \$	583 000 \$
Frais généraux et d'administration à l'état des résultats		
Honoraires professionnels	367 000 \$	228 000 \$
Frais légaux	68 000 \$	61 000 \$
Relations avec les investisseurs	168 000 \$	123 000 \$
Loyer	40 000 \$	39 000 \$
Frais d'émission d'actions comptabilisés en diminution du capital-actions	23 000 \$	57 000 \$

<sup>(1)</sup> Les frais de gestion représentent, tel que convenu au contrat de service, 15 % des frais d'exploration pour le premier trimestre. Depuis le 1<sup>er</sup> avril 2007, les frais de gestion sont de 10 % sur les frais d'exploration et 5 % sur les achats.

### Valeur comptable des propriétés minières

À la fin de chaque année, une analyse des travaux est effectuée afin d'évaluer le potentiel futur de chacune des propriétés. À la suite de cette analyse, aucune radiation n'a été effectuée en 2007.

### Instruments financiers

#### Juste valeur

La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les dépôts à termes, les souscriptions à recevoir, les crédits d'impôts à recevoir, les dépôts sur travaux d'exploration et les créditeurs et charges à payer sont des instruments financiers dont la juste valeur se rapproche de leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme ou des taux courants du marché.

## Risque de taux d'intérêt

Au 31 décembre 2007 et 2006, l'exposition de la Société au risque de taux se résume comme suit :

- trésorerie et équivalents de trésorerie - taux intérêt variable
- sommes à recevoir - sans intérêt
- charges à payer - sans intérêt

La direction considère que la Société n'était exposée à aucun risque de taux d'intérêt au 31 décembre 2007.

## **Information sur les actions en circulation**

La Société peut émettre un nombre illimité d'actions ordinaires, sans valeur nominale.

Au 31 décembre 2007, la Société comptait 114 167 867 (96 373 367 au 31 décembre 2006) actions émises et en circulation avec une valeur d'émission de 54 208 910 \$ (18 962 859 \$ au 31 décembre 2006).

## **Risques et incertitudes**

### Risques liés à l'exploration et à l'extraction

L'entreprise d'exploration et d'extraction minière comporte un degré de risque élevé. Peu de propriétés explorées atteignent en dernier lieu le stade de mise en production. Des formations inhabituelles ou imprévues, des incendies, des pannes de courant, des conflits de travail, des inondations, des explosions, des éboulements, des glissements de terrain et l'impossibilité d'obtenir de la main-d'œuvre, de la machinerie ou de l'équipement approprié ou adéquat sont d'autres risques que comportent les activités d'extraction ainsi que l'exécution des programmes d'exploration.

La mise en valeur de propriétés de ressources est tributaire de nombreux facteurs, dont le coût d'exploitation, les variations de la matière extraite, la fluctuation des marchés des ressources naturelles et des changes, le coût de l'équipement de traitement et d'autres facteurs comme les réclamations des autochtones, la réglementation gouvernementale, notamment la réglementation portant sur les redevances, la production autorisée, l'importation et l'exportation de ressources naturelles et la protection de l'environnement. Selon le prix des ressources naturelles produites, la Société peut déterminer qu'il n'est pas opportun d'entreprendre ou de poursuivre la production commerciale. Il n'y a aucune certitude que les dépenses que la Société engagera dans l'exploration de ses propriétés donneront lieu à des découvertes de quantités commerciales de minerai. La plupart des projets d'exploration ne débouchent pas sur la découverte de gisements de minerai commercialement exploitables.

### Réglementation environnementale et autre réglementation

La législation, les règlements et les mesures actuelles possibles ou futures en matière d'environnement pourraient entraîner des frais, des dépenses en immobilisations, des restrictions et des retards additionnels dans les activités de la Société dont on ne peut prévoir l'étendue. Les exigences de la réglementation et les normes environnementales font l'objet d'une évaluation constante et peuvent être haussées considérablement, ce qui pourrait nuire sérieusement à l'entreprise de la Société ou à son aptitude à mettre ses propriétés en valeur d'une façon économique. Avant que la production ne puisse débiter sur l'une de ses propriétés, la Société devra obtenir les approbations des autorités de réglementation et les approbations environnementales et rien ne saurait garantir que ces approbations seront obtenues ou qu'elles le seront à temps. Le coût relié à l'analyse des changements dans la réglementation gouvernementale peut réduire la rentabilité de l'exploitation ou empêcher entièrement la mise en valeur économique d'une propriété. La Société est d'avis qu'elle est en conformité avec la législation environnementale, quant à ces aspects importants.

### Risques liés au financement et à la mise en valeur

La Société a subi des pertes jusqu'à maintenant et actuellement n'a pas les ressources financières suffisantes pour entreprendre elle-même ses programmes prévus d'exploration et de mise en valeur. La mise en valeur des propriétés de la Société dépend donc de l'aptitude de cette dernière à obtenir le financement additionnel nécessaire. Rien ne saurait garantir qu'elle réussira à obtenir le financement requis et elle pourrait en conséquence connaître la perte ou une dilution importante de sa participation (existante ou qu'elle se propose d'acquérir) dans ses propriétés. De plus, la Société possède une expérience limitée dans la mise en production de propriété de ressources et son aptitude en ce sens dépendra de

l'utilisation des services d'un personnel dûment expérimenté ou encore de la conclusion d'ententes avec d'autres grandes sociétés de ressources qui peuvent fournir cette expertise.

#### Cours des minéraux

Des facteurs indépendants de la volonté de la Société peuvent influencer sur la valeur marchande de l'uranium, de l'or, du diamant, des métaux de base ou de tout autre minéral découvert. Les cours des ressources ont fluctué considérablement, particulièrement durant les dernières années. Les répercussions de ces facteurs ne peuvent être prévues avec précision.

#### Risques non assurés

La Société peut devenir assujettie à la responsabilité découlant des éboulements, de la pollution ou d'autres risques contre lesquels elle ne peut s'assurer ou choisit de ne pas le faire en raison du coût élevé des primes ou pour d'autres motifs. Le paiement de ces responsabilités diminuerait ou pourrait éliminer les fonds disponibles pour les activités d'exploration et d'extraction.

#### Contrôles et procédures sur les informations à fournir

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2007, une évaluation a été effectuée sous la supervision et avec la participation de la direction de la Société, incluant le président et le chef des finances, sur l'efficacité des contrôles et procédures d'informations. À la suite de cette évaluation, le président et le chef de finances ont conclu que la conception et le fonctionnement de ces contrôles et procédures ont été efficaces à la fin de l'exercice se terminant le 31 décembre 2007 et ont été exécutés de manière à fournir l'assurance raisonnable que les informations significatives relativement à la Société ont été divulguées adéquatement.

Il n'est survenu aucun changement concernant le contrôle interne à l'égard de l'information financière au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2007 qui a eu ou dont on peut raisonnablement penser qu'il aura une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière.

#### Information additionnelle et divulgation continue

Ce rapport de gestion a été préparé le 7 mars 2008 et est conforme au *Règlement 51-102A* des Autorités canadiennes en valeurs mobilières relatif à l'information continue. Ce présent rapport de gestion vise à aider le lecteur à comprendre et à évaluer les tendances et les changements d'importance liés aux résultats et à la situation financière de la Société. Il présente le point de vue de la direction sur les activités courantes de la Société et sur ses résultats financiers courants et passés ainsi qu'un aperçu des activités à venir au cours des prochains mois. La Société divulgue régulièrement de l'information additionnelle par le dépôt de communiqués de presse et d'états financiers sur les sites internet de la Société ([www.stratecoinc.com](http://www.stratecoinc.com)), de SEDAR ([www.sedar.com](http://www.sedar.com)) et EDGAR à [www.sec.gov/edgar.shtml](http://www.sec.gov/edgar.shtml).



Guy Hébert  
Président et chef de la direction



Pauline Comtois  
Chef des finances

## Responsabilité de la direction à l'égard de la présentation de l'information financière

La responsabilité des états financiers de Ressources Strateco inc. et de toute l'information contenue dans le présent rapport incombe à la direction. Les états financiers ont été dressés par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada et comprennent, le cas échéant, les meilleurs jugements et estimations de la direction.

La direction maintient un système de contrôles internes qui lui fournit l'assurance raisonnable que les actifs sont protégés de toute perte ou d'un usage non-autorisé et que l'information financière est fiable et disponible en temps opportun.

Le conseil d'administration est chargé de s'assurer que la direction s'acquitte de ses responsabilités en matière de présentation de l'information, d'examiner et d'approuver les états financiers. Le conseil assume ces responsabilités principalement par l'entremise de son comité de vérification.

Le comité de vérification est nommé par le conseil d'administration et deux de ses trois membres sont des administrateurs indépendants et les trois membres sont des administrateurs externes. Le comité rencontre périodiquement la direction ainsi que les vérificateurs afin d'examiner les questions relatives aux contrôles internes, aux résultats de la vérification, aux conventions comptables et aux sujets connexes.

Petrie Raymond, S.E.N.C.R.L., Comptables Agréés, un cabinet indépendant de comptables agréés, a reçu le mandat de vérifier les états financiers de la Société et de fournir une opinion à leur égard.

Le conseil d'administration a approuvé les états financiers de la Société pour les exercices terminés les 31 décembre 2007 et 2006 sur les recommandations du comité de vérification.



Guy Hébert,  
Président et chef de la direction



Pauline Comtois,  
Chef des finances

Boucherville, Canada  
Le 19 mars 2008

## Rapport des vérificateurs aux actionnaires

Nous avons vérifié les bilans de Ressources Strateco inc. aux 31 décembre 2007 et 2006 ainsi que les états des frais reportés, des résultats et du déficit et des flux de trésorerie des exercices terminés à ces dates. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société aux 31 décembre 2007 et 2006 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.



Comptables agréés

Montréal, Canada  
Le 7 mars 2008

# États financiers

## BILANS

31 DÉCEMBRE 2007 ET 2006

(en dollars Canadiens)

	2007	2006
		<i>retraité</i>
<b>ACTIF</b>		
<b>ACTIF À COURT TERME</b>		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 3)	18 986 096 \$	561 344 \$
Dépôt à terme – taux de 4,65 %	-	8 680 857
Souscription à recevoir	55 200	-
Crédits d'impôt à recevoir	8 821 310	1 476 785
Taxes de vente à recouvrer	599 742	315 633
Dépôts pour travaux d'exploration	358 031	500 000
Frais payés d'avance	64 619	26 437
	28 884 998	11 561 056
PROPRIÉTÉS MINIÈRES (note 4)	10 044 314	459 000
FRAIS REPORTÉS (note 5)	13 350 146	3 250 585
IMMOBILISATIONS (note 6)	464 689	-
	52 744 147 \$	15 270 641 \$
<b>PASSIF</b>		
<b>PASSIF À COURT TERME</b>		
Créditeurs et charges à payer (note 13)	1 162 814 \$	1 555 924 \$
IMPÔTS FUTURS (note 14)	1 204 000	-
<b>CAPITAUX PROPRES</b>		
Capital-actions (note 7)	54 208 910	18 962 859
Surplus d'apport (note 10)	3 006 008	1 066 864
Déficit	(6 837 585)	(6 315 006)
	50 377 333	13 714 717
	52 744 147 \$	15 270 641 \$

Voir les notes afférentes aux états financiers.

AU NOM DU CONSEIL D'ADMINISTRATION



Guy Hébert, administrateur



Robert Desjardins, administrateur



**ÉTATS DES FRAIS REPORTÉS**  
EXERCICES TERMINÉS LES 31 DÉCEMBRE 2007 ET 2006

(en dollars Canadiens)

	<b>2007</b>	<b>2006</b>
<b>FRAIS D'EXPLORATION</b>		
Experts-conseils et sous-traitants	3 923 186 \$	639 488 \$
Infrastructure, chemins d'accès, parc à carburant et autres	1 424 242	188 989
Forages	6 451 250	2 243 424
Transport et carburant	2 481 051	199 972
Géophysique	239 664	347 367
Géologie	87 075	70 530
Laboratoires et analyses	242 499	44 255
Frais de déplacement et d'hébergement	1 126 391	217 677
Frais de gestion	1 823 081	584 865
Fournitures et location d'équipement	273 973	135 604
Entretien et réparation	68 852	-
Amortissement des immobilisations	174 540	-
Frais généraux d'exploration	448 135	43 583
	<b>18 763 939</b>	<b>4 715 754</b>
Crédits de droits miniers et autres crédits reliés à l'exploration	(8 664 378)	(1 472 454)
Radiation de frais reportés	-	(66 544)
	<b>(8 664 378)</b>	<b>(1 538 998)</b>
<b>AUGMENTATION NETTE DES FRAIS REPORTÉS</b>	<b>10 099 561</b>	<b>3 176 756</b>
<b>SOLDE AU DÉBUT DE L'EXERCICE</b>	<b>3 250 585</b>	<b>3 186 251</b>
<b>FRAIS D'EXPLORATION TRANSFÉRÉS (note 13)</b>	<b>-</b>	<b>(3 112 422)</b>
<b>SOLDE À LA FIN DE L'EXERCICE</b>	<b>13 350 146 \$</b>	<b>3 250 585 \$</b>

Voir les notes afférentes aux états financiers.

**ÉTATS DES RÉSULTATS ET DU DÉFICIT**  
EXERCICES TERMINÉS LES 31 DÉCEMBRE 2007 ET 2006

(en dollars Canadiens)

	<b>2007</b>		<b>2006</b>
			<i>retraité</i>
<b>REVENUS D'INTÉRÊTS</b>	963 895	\$	264 008
<b>FRAIS GÉNÉRAUX ET D'ADMINISTRATION</b>			
Honoraires professionnels	391 800		259 745
Frais légaux et de vérification	140 031		159 563
Rémunération à base d'actions	1 377 348		244 541
Jetons de présence	19 800		18 600
Information aux actionnaires	130 697		135 934
Relations avec les investisseurs	414 697		627 947
Inscription et frais de registrariat	285 850		25 558
Charges sociales liées aux options d'achat d'actions	4 720		53 582
Frais de déplacement et d'hébergement	32 215		9 169
Don à un fonds environnemental	100 000		-
Loyer	39 720		38 400
Assurances	35 621		23 734
Frais de bureau	73 902		24 360
Taxes et permis	36 019		29 517
Intérêts, pénalités et frais de banque	9 375		14 129
Impôt de la partie XII.6	-		11 075
	3 091 795		1 675 854
Radiation de frais reportés	-		66 544
	3 091 795		1 742 398
<b>PERTE AVANT IMPÔTS SUR LE BÉNÉFICE</b>	2 127 900		1 478 390
<b>IMPÔTS FUTURS (ÉCONOMIE) (note 14)</b>	(1 605 321)		773 200
<b>PERTE NETTE</b>	522 579		2 251 590
<b>DÉFICIT AU DÉBUT DE L'EXERCICE RETRAITÉ (note 9)</b>	6 315 006		4 063 416
<b>DÉFICIT À LA FIN DE L'EXERCICE</b>	6 837 585	\$	6 315 006
		\$	
<b>PERTE NETTE DE BASE ET DILUÉE PAR ACTION</b>	0,01	\$	0,03
		\$	
<b>NOMBRE MOYEN PONDÉRÉ D' ACTIONS ORDINAIRES EN CIRCULATION (en milliers)</b>	107 539		82 855

Voir les notes afférentes aux états financiers.

**ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE**  
EXERCICES TERMINÉS LES 31 DÉCEMBRE 2007 ET 2006

(en dollars Canadiens)

	<b>2007</b>	<b>2006</b>
		<i>retraité</i>
<b>FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'EXPLOITATION :</b>		
Perte nette	(522 579) \$	(2 251 590) \$
Éléments sans effet sur la trésorerie		
Rémunération à base d'actions	1 377 348	244 541
Radiation de frais reportés	-	66 544
Impôts futurs	(1 605 321)	773 200
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement (note 15) :	1 209 428	(426 217)
	<u>458 876</u>	<u>(1 593 522)</u>
<b>FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT :</b>		
Réalisation de dépôts à terme (acquisition)	8 680 857	(8 680 857)
Acquisition de propriétés minières	(30 493)	(382 000)
Transfert de propriétés minières et de frais reportés	-	225 000
Augmentation de frais reportés	(19 052 406)	(4 058 024)
Acquisition d'immobilisations	(639 229)	-
	<u>(11 041 271)</u>	<u>(12 895 881)</u>
<b>FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT :</b>		
Remboursement des emprunts à terme	-	(110 000)
Émission de capital-actions	30 701 350	15 411 589
Frais d'émission d'actions ordinaires	(1 694 203)	(1 019 443)
	<u>29 007 147</u>	<u>14 282 146</u>
<b>AUGMENTATION (DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE</b>	<u>18 424 752</u>	<u>(207 257)</u>
<b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE</b>	<u>561 344</u>	<u>768 601</u>
<b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE</b>	<u>18 986 096 \$</u>	<u>561 344 \$</u>
<b>Informations supplémentaires relatives aux flux de trésorerie</b>	<b>2007</b>	<b>2006</b>
Éléments liés aux activités d'exploitation, de financement et d'investissement n'ayant pas d'incidence sur la trésorerie :		
Acquisition de propriétés minières en échange de l'émission d'actions ordinaires	6 745 500 \$	228 000 \$
Impôts futurs inclus dans le coût des propriétés minières	2 809 321 \$	- \$
Frais reportés inclus dans les créditeurs	489 370 \$	952 377 \$
Transfert des propriétés minières et de frais reportés	-	3 200 172 \$
Amortissement des immobilisations inclus dans les frais reportés	174 540 \$	- \$
Frais d'émission d'actions ordinaires payés par l'émission de bons de souscription	701 875 \$	304 140 \$

Voir les notes afférentes aux états financiers.

# Notes afférentes aux états financiers

EXERCICES TERMINÉS LES 31 DÉCEMBRE 2007 ET 2006

(en dollars Canadiens)

---

## 1. STATUT ET NATURE DES ACTIVITÉS

La Société, constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*, procède à l'exploration de propriétés.

La récupération des montants indiqués au titre de propriétés minières et des frais reportés connexes dépend de la découverte de réserves économiquement récupérables, de la capacité de la Société d'obtenir le financement nécessaire pour mener à terme la mise en valeur et de la production rentable future ou du produit de la cession de tels biens. Au 31 décembre 2007, la valeur nette comptable des propriétés minières représente, selon la direction, la meilleure estimation de leur valeur recouvrable nette. Cette valeur pourrait toutefois être réduite dans le futur.

## 2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

### NOUVELLES NORMES COMPTABLES

#### *Modifications de conventions comptables - Instruments financiers*

L'Institut Canadien des Comptables Agréés a publié de nouvelles normes comptables relativement aux instruments financiers : a) le chapitre 1530 «Résultats étendus» qui introduit une nouvelle exigence quant à l'exclusion temporaire de certains types de gains et pertes du bénéfice net ; b) le chapitre 3855 «Instruments financiers – comptabilisation et évaluation» qui prescrit le moment où une entité doit comptabiliser un actif financier, un passif financier ou un instrument dérivé non financier dans son bilan et si la comptabilisation des montants inscrits doit être fondée sur la juste valeur ou sur les coûts, et qui précise également comment présenter les gains et pertes sur les instruments financiers ; c) le chapitre 3865 «Couvertures», qui décrit quand et comment la comptabilité de couverture peut être utilisée. Le 1<sup>er</sup> janvier 2007, la Société a adopté ces nouvelles recommandations et classe ses actifs et passifs financiers comme des instruments financiers détenus à des fins de transactions et les comptabilise à la juste valeur qui correspond à leur coût étant donné leur échéance à court terme. L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a pas eu d'effet sur les états financiers de la Société.

#### *Nouvelles exigences comptables*

À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008, la Société devra se conformer aux nouvelles normes suivantes : a) le chapitre 1535 « Informations à fournir concernant le capital » qui exige que l'entité fournisse des informations sur ses objectifs, politiques et procédures de gestion du capital ; b) les chapitres 3862 et 3863 intitulés respectivement « Instruments financiers - informations à fournir » et « Instruments financiers - présentation » qui remplacent le chapitre 3861 « Instruments financiers - informations à fournir et présentation » et accordent une importance accrue à la divulgation d'informations sur les risques associés aux instruments financiers comptabilisés et non comptabilisés et la façon dont ces risques sont gérés. Ces nouvelles exigences ne touchent que les informations à fournir et n'auront pas d'incidence financière sur les états financiers de la Société.

### TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La Société considère l'encaisse et les dépôts à terme échéant à trois mois ou moins de leur date d'acquisition comme de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

### PROPRIÉTÉS MINIÈRES ET FRAIS REPORTÉS

Les propriétés minières sont comptabilisées au coût et les frais d'exploration s'y rapportant sont reportés ; ces coûts sont diminués de l'aide gouvernementale afférente. Au moment où une décision d'aller en exploitation est prise, les coûts relatifs à un gisement, inscrits aux propriétés minières et frais d'exploration reportés, sont virés aux immobilisations ; ils sont alors amortis sur la base des unités de production de l'exercice et des réserves de minerai probables et prouvées. Par contre, à l'abandon d'un projet, les coûts correspondants sont imputés aux résultats.

## Notes afférentes aux états financiers

EXERCICES TERMINÉS LES 31 DÉCEMBRE 2007 ET 2006

(en dollars Canadiens)

---

### 2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

#### CRÉDIT DE DROITS REMBOURSABLE POUR PERTE ET CRÉDIT D'IMPÔT REMBOURSABLE RELATIF AUX RESSOURCES

La Société a droit à un crédit remboursable de droits miniers en vertu de la *Loi concernant les droits sur les mines* du Québec. Ce crédit de droits miniers remboursable, au taux de 12 % sur les frais reliés aux activités minières engagés au Québec, est comptabilisé en diminution des frais reportés.

De plus, la Société a droit au crédit d'impôt remboursable relatif aux ressources pour les entreprises du secteur minier à l'égard des frais admissibles engagés. Le crédit d'impôt remboursable relatif aux ressources pourra atteindre 38,75 % du montant des frais admissibles engagés. Ce crédit d'impôt est comptabilisé en diminution des frais reportés.

#### IMMOBILISATIONS

Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de trois ans pour les réservoirs et selon la méthode de l'amortissement dégressif au taux de 20 % pour le matériel roulant, la machinerie et l'équipement.

#### CAPITAL-ACTIONS

Les actions émises en contrepartie d'éléments non monétaires sont généralement inscrites à la valeur à la côte des actions au cours d'une période raisonnable précédant et suivant l'annonce de l'entente concernant leur émission.

Les frais d'émission d'actions et les impôts futurs, découlant de l'écart entre la valeur comptable et fiscale des frais d'exploration, sont présentés en diminution du capital-actions.

#### RÉMUNÉRATIONS ET AUTRES PAIEMENTS À BASE D' ACTIONS

La Société comptabilise les attributions d'options consenties dans le cadre du régime d'options d'achat d'actions et comptabilise également les attributions de bons de souscription aux courtiers dans le cadre de certains financements selon la méthode de la juste valeur. Les options consenties à des non salariés et les bons de souscription de courtiers sont comptabilisés sur la base de la juste valeur au moyen du modèle d'évaluation du prix des options Black-Scholes.

Lors de l'octroi des options et des bons de souscription de courtiers, la charge de rémunération est imputée à l'activité concernée et la contrepartie au surplus d'apport.

Toute contrepartie payée par les participants lors de l'exercice des options et de l'exercice des bons de souscription de courtiers, de même que le surplus d'apport créé lors de l'attribution des options et des bons de souscription de courtiers, sont portés au crédit du capital-actions.

#### IMPÔTS SUR LE BÉNÉFICE

La Société a recours à la méthode axée sur le bilan pour comptabiliser ses impôts sur le bénéfice. Les actifs et les passifs d'impôts futurs sont constatés pour rendre compte des incidences fiscales futures des écarts entre la valeur comptable de certains éléments d'actif et de passif présentés au bilan et leur valeur fiscale respective. Au besoin, une provision pour moins-value est inscrite pour ramener les actifs d'impôts à un montant dont la réalisation est plus probable qu'improbable. L'incidence des variations des taux d'imposition est constatée dans l'exercice au cours duquel ces taux changent.

## Notes afférentes aux états financiers

EXERCICES TERMINÉS LES 31 DÉCEMBRE 2007 ET 2006

(en dollars Canadiens)

### 2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

#### PERTE NETTE PAR ACTION

La perte nette de base et diluée par action est calculée selon le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice.

#### UTILISATION D'ESTIMATION

La préparation des états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus nécessite que la direction établisse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur les montants des éléments d'actif et de passif comptabilisés, les montants comptabilisés des produits et des charges des exercices, la valeur de réalisation de propriétés minières et des frais d'exploration reportés, l'évaluation des passifs environnementaux et la présentation du passif éventuel. Les résultats réels peuvent être différents des montants estimés.

### 3. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

	2007	2006
Encaisse	763 484 \$	59 220 \$
Dépôts à terme – taux variant de 4,35 % à 4,56 % (taux de 4,19 % en 2006)	18 222 612	502 124
	18 986 096 \$	561 344 \$

### 4. PROPRIÉTÉS MINIÈRES

	Intérêt	2007	2006
Mont-Laurier Uranium	100 %	10 000 \$	10 000 \$
Matoush	100 %	337 000	337 000
Eclat	100 %	774 000	112 000
Apple	100 %	8 923 314	-
		10 044 314 \$	459 000 \$

### 5. FRAIS REPORTÉS

	Solde au 31 décembre 2006	Frais d'exploration	Réduction	Solde au 31 décembre 2007
Propriétés minières				
Mont-Laurier Uranium	153 062 \$	345 453 \$	(171 681) \$	326 834 \$
Matoush	2 990 465	17 655 159	(8 115 533)	12 530 091
Eclat	101 539	347 007	(179 804)	268 742
Apple	-	129 781	(60 255)	69 526
Pacific Bay-Matoush	-	286 539	(137 105)	149 434
Prospection	5 519	-	-	5 519
	3 250 585 \$	18 763 939 \$	(8 664 378) \$	13 350 146 \$

## Notes afférentes aux états financiers

EXERCICES TERMINÉS LES 31 DÉCEMBRE 2007 ET 2006

(en dollars Canadiens)

### 5. FRAIS REPORTÉS (SUITE)

	Solde au 31 décembre 2005	Frais d'exploration	Réduction	Solde au 31 décembre 2006
Propriétés minières				
Discovery	2 333 381 \$	54 294 \$	(2 387 675) \$	- \$
Cameron	632 028	156 963	(788 991)	-
Mont-Laurier Uranium	21 927	176 935	(45 800)	153 062
Matoush	186 236	4 158 544	(1 354 315)	2 990 465
Beaver Lake Area	2 300	-	(2 300)	-
Eclat	4 860	169 018	(72 339)	101 539
Prospection	5 519	-	-	5 519
	3 186 251 \$	4 715 754 \$	(4 651 420) \$	3 250 585 \$

### 6. IMMOBILISATIONS

	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette 31 décembre 2007	Valeur nette au 31 décembre 2006
Réservoirs	266 191 \$	85 700 \$	180 491 \$	- \$
Matériel roulant	176 270	42 147	134 123	-
Machinerie	105 012	32 083	72 929	-
Équipement	76 859	10 700	66 159	-
Équipement informatique	14 897	3 910	10 987	-
	639 229 \$	174 540 \$	464 689 \$	Néant \$

### 7. CAPITAL-ACTIONS

#### AUTORISÉ

Nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale.

## Notes afférentes aux états financiers

EXERCICES TERMINÉS LES 31 DÉCEMBRE 2007 ET 2006

(en dollars Canadiens)

### 7. CAPITAL-ACTIONS (SUITE)

Nombre illimité d'actions privilégiées sans valeur nominale pouvant être émises en séries dont les droits, privilèges, restrictions et conditions seront fixés par le conseil d'administration.

	31 décembre 2007		31 décembre 2006	
	Actions ordinaires	Montant	Actions ordinaires	Montant
<b>ÉMIS ET PAYÉ</b>				
Solde au début de l'exercice	96 373 367	18 962 859 \$	61 771 257	7 898 833 \$
En contrepartie de propriétés minières	3 450 000	6 745 500	500 000	228 000
En espèces				
- Financements privés	9 620 000	25 012 000	15 700 000	10 760 000
- Exercice d'options d'achat d'actions	320 500	171 050	2 524 000	532 800
- Exercice de bons de souscription	4 404 000	5 573 500	15 878 110	3 616 889
Réduction du capital versé (note 13)	-	-	-	(3 200 172)
Sommés provenant des surplus d'apport (note 10)				
- Exercice de bons de souscription	-	60 828	-	257 139
- Exercice d'options d'achat d'actions	-	79 251	-	192 953
Frais d'émission				
- Frais de courtage	-	(1 569 020)	-	-
- Attribution de bons de souscription	-	(701 875)	-	(304 140)
- Honoraires professionnels	-	(125 183)	-	(1 019 443)
<b>Solde à la fin de l'exercice (a)</b>	<b>114 167 867</b>	<b>54 208 910 \$</b>	<b>96 373 367</b>	<b>18 962 859 \$</b>

(a) À la fin des exercices 2007 et 2006, 187 500 actions ordinaires étaient en mains tierces (monsieur Guy Hébert - 137 500 et monsieur Jean-Pierre Lachance - 50 000) et elles ne peuvent être transférées, hypothéquées, nanties ou autrement aliénées sans le consentement de l'Autorité des marchés financiers. En date du 14 janvier 2008, soit 60 jours suivant la date du communiqué de presse du 14 novembre 2007, l'agent d'entiercement, la société de fiducie Computershare du Canada a libéré ces actions. À la suite de cette libération, la Société n'a aucune action entiercée.

### BONS DE SOUSCRIPTION

Au 31 décembre 2007, 6 118 200 bons de souscription (5 143 500 en 2006) sont en circulation. Chaque bon de souscription permet à son détenteur de souscrire une action de la Société. Les variations des bons de souscription sont présentées dans le tableau suivant :

	2007		2006	
	Nombre	Prix de levée moyen pondéré	Nombre	Prix de levée moyen pondéré
Solde au début de l'exercice	5 143 500	1,12 \$	8 842 009	0,20 \$
Ajustement du solde du début	(3 500)	0,20 \$	-	-
Octroyés	5 387 200	3,40 \$	12 800 000	0,61 \$
Exercés	(4 404 000)	1,27 \$	(15 878 110)	0,23 \$
Expirés	(5 000)	1,50 \$	(620 399)	0,24 \$
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	<b>6 118 200</b>	<b>3,03 \$</b>	<b>5 143 500</b>	<b>1,12 \$</b>

Voir les notes afférentes au tableau suivant.



## Notes afférentes aux états financiers

EXERCICES TERMINÉS LES 31 DÉCEMBRE 2007 ET 2006

(en dollars Canadiens)

### 7. CAPITAL-ACTIONS (SUITE)

Les prix de levée et les échéances des bons de souscription sont les suivants :

Prix de levée	Nombre	Échéance
0,20 \$	31 000	18 janvier 2008
0,26 \$	700 000	8 février 2008
2,60 \$	577 200 <sup>(1)</sup>	31 janvier 2009
3,50 \$	4 810 000	31 janvier 2009
	6 118 200	

- <sup>(1)</sup> Le 31 janvier 2007, dans le cadre d'un placement privé avec un syndicat de preneurs fermes dirigés par Valeurs mobilières Orion Inc., incluant Corporation de valeurs mobilières Dundee, Blackmont Capital et Valeurs mobilières Sprott Inc., la Société a émis des options de rémunération égales à 6 % du nombre total d'unités vendues aux termes du placement (577 200 unités). Chaque option de rémunération permet aux preneurs fermes d'acheter une unité au prix d'émission jusqu'au 31 janvier 2009. Une unité au prix de 2,60 \$ comprend une action ordinaire et un demi-bon de souscription. Un bon entier de souscription donne le droit à son détenteur de souscrire à une action au prix de 3,50 \$ l'action pour un total maximal de 288 600 bons de souscription qui pourraient être éventuellement exercés. En tout temps après le 1<sup>er</sup> juin 2007, la Société peut informer les détenteurs de ces options de son intention d'obliger l'exercice des options dans le cas où les actions de la Société seraient transigées sur la Bourse TSX à un prix égal ou supérieur à 4,50 \$ l'action pour une période de 20 jours consécutifs de séances.

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2007, 5 387 200 bons de souscription (12 800 000 en 2006) ont été octroyés. De ce total, 4 810 000 (11 600 000 en 2006) ont été émis à la suite de placements privés et 577 200 (1 200 000 en 2006) aux courtiers.

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2007, 4 404 000 bons de souscription (15 878 110 en 2006) de la Société ont été exercés.

La juste valeur de chaque bon de souscription de courtier a été déterminée au moyen du modèle d'évaluation d'options Black-Scholes. À la date de l'octroi, cette juste valeur moyenne pondérée des bons octroyés était de 1,2160 \$ (0,2534 en 2006) par bon.

Les hypothèses suivantes ont été utilisées aux fins de ces calculs :

	2007	2006
Taux d'intérêt sans risque	2,80 %	2,68 %
Durée prévue	1 an	1 an
Taux de volatilité	110 %	102 %
Taux de dividende prévu	0,0 %	0,0 %

Un montant de 701 875 \$ a été comptabilisé aux frais d'émission d'actions et crédité au surplus d'apport (304 140 \$ en 2006).

## Notes afférentes aux états financiers

EXERCICES TERMINÉS LES 31 DÉCEMBRE 2007 ET 2006

(en dollars Canadiens)

### 8. RÉGIME D'OPTIONS D'ACHAT D' ACTIONS

La Société offre un régime d'options d'achat d'actions à l'intention des hauts dirigeants, administrateurs, employés clés et consultants. Au cours de l'exercice, la Société a augmenté le nombre d'actions ordinaires réservées pour l'octroi d'options d'achat d'actions de 3 800 000 à 10 654 586. Le nombre maximal d'options pouvant être octroyées à un participant ne peut dépasser 5 % du nombre d'actions émises et en circulation du capital-actions. Le prix de levée des options octroyées ne peut être inférieur au cours du marché qui correspond au coût moyen pondéré en fonction du volume et de la valeur des actions transigées à la Bourse de Toronto pendant les cinq jours qui précèdent l'octroi de l'option. Les options octroyées viennent à échéance à une date fixée par le conseil d'administration au plus tard cinq ans après la date d'octroi des options.

Les variations des options d'achat d'actions en vertu du régime sont présentées dans le tableau suivant :

	2007			2006		
	Nombre d'options	Prix de levée moyen pondéré		Nombre d'options	Prix de levée moyen pondéré	
Solde au début d'exercice	928 000	0,37	\$	2 248 000	0,19	\$
Octroyées	1 499 000	3,14	\$	1 204 000	0,37	\$
Exercées	(320 500)	0,53	\$	(2 524 000)	0,21	\$
Solde à la fin de l'exercice	2 106 500	2,32	\$	928 000	0,37	\$

Les options d'achat d'actions en circulation ainsi que les options pouvant être levées au 31 décembre 2007 sont présentées dans le tableau suivant :

Options en circulation			Options pouvant être levées	
Prix de levée moyen pondéré	Nombre	Durée contractuelle résiduelle moyenne (années)	Prix de levée moyen pondéré	Nombre
0,20 \$	400 000	3,18	0,20 \$	400 000
0,38 \$	25 000	3,43	0,38 \$	25 000
0,40 \$	175 000	3,27	0,40 \$	175 000
1,50 \$	7 500	4,08	1,50 \$	4 500
2,38 \$	45 000	4,22	2,38 \$	15 000
2,60 \$	100 000	4,28	2,60 \$	100 000
2,72 \$	120 000	4,72	-	-
2,80 \$	30 000	4,29	2,80 \$	20 000
2,86 \$	150 000	4,41	2,86 \$	150 000
3,00 \$	9 000	4,44	3,00 \$	3 000
3,20 \$	345 000	4,63	-	65 000
3,37 \$	700 000	4,47	3,37 \$	700 000
2,12 \$	2 106 500	4,13	2,06 \$	1 657 500

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2007, la Société a octroyé 1 499 000 options d'achat d'actions (1 204 000 en 2006) à des hauts dirigeants, administrateurs, consultants et employés de fournisseur de services. La juste valeur de chaque option octroyée a été déterminée au moyen du modèle d'évaluation d'options Black-Scholes. À la date de l'octroi, cette juste valeur moyenne pondérée des options attribuées était de 1,3110 \$ par option (0,2031 \$ en 2006).

## Notes afférentes aux états financiers

EXERCICES TERMINÉS LES 31 DÉCEMBRE 2007 ET 2006

(en dollars Canadiens)

### 8. RÉGIME D'OPTIONS D'ACHAT D' ACTIONS (SUITE)

Les hypothèses suivantes de moyennes pondérées ont été utilisées aux fins de ces calculs :

	2007	2006
Taux d'intérêt sans risque	3,06 %	2,64 %
Durée prévue	1 an	1 an
Taux de volatilité prévu	103 %	127,15 %
Taux de dividende prévu	0,0 %	0,0 %

En 2007, un montant de 1 377 348 \$ (244 541 \$ en 2006) a été constaté dans les résultats de l'exercice et crédité au surplus d'apport.

### 9. RETRAITEMENT DE L'EXERCICE ANTÉRIEUR

Un taux d'imposition provincial de 8,11 % au lieu de 9,9 % a été utilisé dans le calcul des impôts futurs de l'exercice terminé le 31 décembre 2006. Les états financiers de cet exercice ont été retraités pour corriger cette erreur. L'effet du retraitement consiste en une augmentation de 44 600 \$ du montant porté au crédit du surplus d'apport résultant de l'opération entre apparentés (notes 10 et 13) et d'augmenter du même montant la charge d'impôts futurs et la perte nette de l'exercice 2006 de même que le solde du déficit au 31 décembre 2006.

### 10. SURPLUS D'APPORT

	2007	2006
		<i>retraité</i>
Solde au début de l'exercice	1 066 864 \$	170 675 \$
Attributions		
- Bons de souscription	701 875	304 140
- Options d'achat d'actions	1 377 348	244 541
Exercices de titres		
- Bons de souscription	(60 828)	(257 139)
- Options d'achat d'actions	(79 251)	(192 953)
Opération entre apparentés (notes 9 et 13)	-	797 600
Solde à la fin de l'exercice	3 006 008 \$	1 066 864 \$

### 11. ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

#### PROPRIÉTÉS MINIÈRES

##### *Propriété Quénonisca*

Le 26 février 1996, Mines Altavista inc. a signé une entente avec SOQUEM par laquelle elle détient un intérêt indivis de 50 % dans les 78 titres miniers de la propriété Quénonisca située dans le secteur des lacs Quénonisca et Salamandre, au nord de Matagami dans la province de Québec.

# Notes afférentes aux états financiers

EXERCICES TERMINÉS LES 31 DÉCEMBRE 2007 ET 2006

(en dollars Canadiens)

---

## 11. ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS (SUITE)

### PROPRIÉTÉS MINIÈRES (suite)

Le financement des travaux se fait au prorata des intérêts respectifs ou, à défaut, l'intérêt indivis de la partie non participante est dilué. Cependant, toute dilution d'intérêt à 10 % entraîne la perte de cet intérêt en contrepartie d'une redevance de 1 % du revenu net (tel que défini à l'entente) provenant de l'exploitation commerciale de cette propriété.

En avril 2000, la Société a conclu une entente en vertu de laquelle elle respectera tous les droits et obligations de Mines Altavista inc. concernant l'entente datée du 26 février 1996 avec SOQUEM sur le projet Quénonisca.

La propriété compte maintenant 33 titres miniers pour une superficie totale de 1 799 hectares.

#### *Propriété Eclat*

Le 6 juillet 2005, la Société a signé une lettre d'entente avec Vija Ventures Corporation conférant à la Société l'option d'acquérir un intérêt de 100 % dans la propriété uranifère Eclat dans les Monts Otish au nord du Québec.

En vertu de l'entente, la Société peut acquérir son intérêt de 100 % dans la propriété Eclat sur tous les métaux autres que le diamant en effectuant des paiements totalisant 150 000 \$ répartis sur quatre ans dont 7 000 \$ ont été versés à la signature de l'entente, 7 000 \$ au premier anniversaire, 20 000 \$ au deuxième anniversaire en 2007, 20 000 \$ au troisième anniversaire en 2008 et 96 000 \$ au quatrième anniversaire en 2009 ; en réalisant des travaux d'exploration pour un montant atteignant 500 000 \$ sur quatre ans et en émettant 600 000 actions ordinaires de la Société sur trois ans, dont 100 000 actions ont été émises à la suite de l'approbation de l'entente par la Bourse de croissance TSX, 100 000 au premier anniversaire, 200 000 au deuxième anniversaire en 2007 et 200 000 au troisième anniversaire en 2008. La propriété est aussi sujette à une redevance de 2 % NSR.

### ENTENTE DE SERVICES

En date du 1<sup>er</sup> août 2005, la Société et BBH Géo-Management inc. (« BBH »), une société apparentée (note 13), ont signé une entente en vertu de laquelle BBH rendra les services suivants à la Société : location de locaux, équipements de bureau et informatique, secrétariat, gestion, administration, comptabilité et services juridiques, services de consultants dans le domaine de la géologie, relations avec les investisseurs et autorités compétentes ainsi que la recherche de financement. Cette entente est en vigueur pour une période de trois ans se terminant le 31 juillet 2008 et prévoit une charge mensuelle fixe de 3 200 \$ pour la location de locaux, des équipements de bureau et informatique qui sera révisée au 31 juillet de chaque année. Le montant estimatif à payer au cours du prochain exercice s'élèvent à 38 400 \$.

### REDEVANCES

La Société est sujette à des versements de redevances advenant l'exploitation commerciale de certaines propriétés.

### ENVIRONNEMENT

Les activités d'exploration de la Société sont assujetties à diverses lois et règlements régissant la protection de l'environnement. Ces lois et règlements sont en constante évolution et tendent généralement à imposer des restrictions de plus en plus sévères. La Société effectue ses opérations de manière à protéger adéquatement l'environnement et la santé publique.

## Notes afférentes aux états financiers

EXERCICES TERMINÉS LES 31 DÉCEMBRE 2007 ET 2006

(en dollars Canadiens)

### 12. JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

La juste valeur des instruments financiers à court terme est comparable à la valeur comptable en raison de leur échéance prochaine et des conditions commerciales normales qu'ils comportent.

### 13. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Le 17 août 2006, la Société, a créé une nouvelle société, Ressources Cadiscor inc, dans le but de séparer les propriétés aurifères des propriétés uranifères. La Société a ainsi transféré ses propriétés Discovery, Cameron et Montbray ainsi que les frais d'exploration reportés afférents d'une valeur comptable de 312 750 \$ et 3 112 422 \$ respectivement en contrepartie de 20 000 000 actions ordinaires de Ressources Cadiscor inc, d'un montant de 3 200 172 \$ et de 225 000 \$ comptant. La Société a, par la suite, transféré son placement dans Ressources Cadiscor inc, à ses actionnaires par le biais d'une réduction du capital versé pour un montant de 3 200 172 \$.

Une économie d'impôts futurs d'un montant de 797 600 \$ résultant de cette opération a été portée au crédit du surplus d'apport.

Au cours de l'exercice courant, des frais d'experts-conseils et sous-traitants au montant de 1 145 000 \$ (197 000 \$ en 2006) et des frais de gestion au montant de 1 823 000 \$ (583 000 \$ en 2006) inclus dans l'état des frais reportés, ont été encourus auprès de la société BBH Géo-Management inc. dont un dirigeant et administrateur, monsieur Guy Hébert est également dirigeant et administrateur de la Société.

Aux résultats, des frais généraux et d'administration d'un montant de 643 000 \$ (451 000 \$ en 2006), ont été encourus auprès de cette même société.

De plus, des frais légaux inclus dans les frais d'émission d'actions d'un montant de 23 000 \$ (57 000 \$ en 2006) ont été encourus auprès de cette même société.

Au 31 décembre 2007, les créiteurs et les charges à payer comprennent un montant de 148 000 \$ (344 000 \$ au 31 décembre 2006) à payer à cette même société.

### 14. IMPÔTS SUR LE BÉNÉFICE

La provision pour impôts sur le bénéfice diffère du montant qui aurait été calculé en appliquant le taux d'imposition statutaire combiné canadien comme suit :

	2007	2006
		<i>retraité</i>
Perte avant impôts sur le bénéfice	2 127 900	\$ 1 478 390
Taux d'imposition statutaire combiné canadien	31,52 %	32,02 %
Économie d'impôts sur le bénéfice au taux d'imposition statutaire combiné canadien	(670 714)	(473 380)
Frais d'émission d'actions	(212 691)	(195 285)
Rémunération à base d'actions	434 140	78 303
Variation de la provision pour moins-value	(1 555 500)	1 555 500
Ajustement à la suite d'avis de cotisation	582 245	-
Dépenses non déductibles et autres	(182 801)	(191 938)
Économie d'impôts futurs	(1 605 321)	\$ 773 200

## Notes afférentes aux états financiers

EXERCICES TERMINÉS LES 31 DÉCEMBRE 2007 ET 2006

(en dollars Canadiens)

### 14. IMPÔTS SUR LE BÉNÉFICE (SUITE)

Le taux d'imposition statutaire combiné canadien de 31,52 % se compose d'un taux fédéral de 19,62 % et d'un taux provincial de 11,90 % (22,12 % au fédéral et 9,9 % au provincial en 2006).

Les incidences fiscales des écarts temporaires qui ont donné lieu à d'importants actifs et passifs d'impôts futurs au 31 décembre 2007 et 2006 sont présentées ci-dessous :

	2007	2006 <i>retraité</i>	
<b>Actifs d'impôts futurs :</b>			
Pertes nettes d'exploitation	1 757 100	\$ 1 393 000	\$
Frais de financement	662 200	346 300	
Immobilisations	58 700		
	2 478 000	1 739 300	
Moins : provision pour moins-value	-	1 555 500	
Total des actifs d'impôts futurs	2 478 000	\$ 183 800	\$
<b>Passifs d'impôts futurs :</b>			
Propriétés minières et frais reportés	3 682 000	\$ 183 800	\$
Passif d'impôts futurs	1 204 000	\$ Néant	\$

Au 31 décembre 2007, la Société dispose de pertes autres qu'en capital et de frais d'émission d'actions inutilisés qui peuvent être reportés sur des exercices ultérieurs et dont elle peut se prévaloir pour réduire les bénéfices imposables futurs. Les pertes et les frais d'émission d'actions expirent comme suit :

	Fédéral	Provincial	
<b>Pertes autres qu'en capital :</b>			
2008	242 843 \$	218 843	\$
2009	527 029 \$	479 019	\$
2010	537 046 \$	516 928	\$
2011	643 103 \$	643 055	\$
2015	710 408 \$	654 465	\$
2026	1 547 059 \$	1 547 059	\$
2027	1 423 653 \$	1 421 974	\$
	5 631 141 \$	5 481 343	\$
<b>Frais d'émissions d'actions :</b>			
2008	637 908 \$	637 908	\$
2009	581 223 \$	581 223	\$
2010	542 728 \$	542 728	\$
2011	338 839 \$	338 839	\$
	2 100 698 \$	2 100 698	\$

## Notes afférentes aux états financiers

EXERCICES TERMINÉS LES 31 DÉCEMBRE 2007 ET 2006

(en dollars Canadiens)

### 15. VARIATION DES ÉLÉMENTS HORS CAISSE DU FONDS DE ROULEMENT :

	2007	2006
Crédit d'impôt à recevoir	1 319 853	\$ 12 653
Taxes de vente à recouvrer	(284 109)	(236 857)
Dépôts pour travaux d'exploitation et frais payés d'avance	103 787	(509 256)
Créditeurs et charges à payer	69 897	307 243
	1 209 428	\$ (426 217)

### 16. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés conformément à la présentation des états financiers de l'exercice courant.

### 17. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DU BILAN

Le 15 janvier 2008, la Société a annoncé la signature de l'entente finale selon laquelle elle peut acquérir 60 % d'intérêt, soit 277 titres miniers dans la propriété Pacific Bay-Matoush de Consolidated Pacific Bay Minerals Ltd. (« Pacific Bay ») situés au Québec, dans le secteur Matoush des Monts Otish. L'entente prévoit que la Société paiera à Pacific Bay un total de 500 000 \$ et émettra 200 000 actions de la Société sur une période de quatre ans et investira 3 millions \$ en frais d'exploration sur une période de quatre ans incluant un minimum de 10 000 mètres de forage.

Dans le cadre de la transaction, la Société a acquis un million d'unités de Pacific Bay au prix de 0,30 \$ l'unité. Chaque unité est composée d'une action ordinaire et d'un bon de souscription. Chaque bon de souscription donne le droit d'acheter une action ordinaire au prix de 0,60 \$ l'action pour une période de 24 mois. Les actions et bons de souscription sont assujettis à une période de restriction de revente de 12 mois, soit jusqu'au 14 janvier 2009.

Au 12 février 2008, 731 000 bons de souscription ont été exercés. La Société a émis 731 000 actions ordinaires pour la somme de 188 200 \$.

Le 21 février 2008, la Société et Ressources Majescor Inc. (« Majescor ») ont annoncé la signature d'une lettre d'entente en vertu de laquelle la Société peut acquérir une participation indivise de 60 % des droits d'uranium de Majescor sur la propriété Mistassini, située dans la région des Monts Otish au Québec. La propriété Mistassini consiste en 721 titres miniers couvrant 391 km<sup>2</sup>. La Société a décidé d'exercer son droit d'option sur la propriété Mistassini à la suite de la réception des résultats d'analyse des trois sondages réalisés par Majescor en décembre 2007 sur l'indice d'uranium du Lac Mantouchiche (Réf. Communiqué Strateco du 26 novembre 2007).

Selon la convention d'option, la Société pourra acquérir un intérêt de 60 % des droits d'uranium de la propriété en effectuant des travaux d'exploration d'une valeur cumulative de 1,3 million \$ sur une période de trois ans. La Société devra rembourser à Majescor le coût du programme de forage effectué en décembre 2007, soit approximativement 250 000 \$, et réaliser pour 250 000 \$ de travaux d'exploration sur la propriété au cours de la première année, soit un engagement total ferme de 500 000 \$. Des dépenses d'exploration totalisant 800 000 \$ pourront être réparties entre la deuxième et la troisième année.

Pendant la période d'option, la Société qui sera l'opérateur, aura l'exclusivité de l'exploration pour l'uranium sur la propriété et disposera d'un accès illimité à celle-ci. Superior Diamonds inc. (« Superior Diamonds ») qui détient 100 % des droits sur le diamant aura accès à la propriété pour y faire de l'exploration pour le diamant et sera la seule partie autorisée à ce titre. Superior Diamonds a droit à des redevances de 2,0 % sur le *yellowcake* produit de la propriété. Les parties se sont engagées à signer la version définitive de la convention d'option et de contrepartie dans les 90 jours suivant l'avis donné par la Société. Cette entente devra faire aussi l'objet de l'approbation des autorités réglementaires et de Superior Diamonds.

# Informations générales

## ADMINISTRATEURS

### **Guy Hébert**

Boucherville (Québec)  
Président et chef de la direction  
BBH Géo-Management inc.

### **Robert Desjardins\***

Repentigny (Québec)  
Président  
Robert G. Desjardins et Associés inc.

### **Jean-Guy Masse\***

Montréal (Québec)  
Président  
Fonds Métaux précieux Northern Inc.

\* Membre du comité de vérification

### **Marcel Bergeron\***

Ville Mont-Royal (Québec)  
Directeur général  
Devimco inc.

### **Jean-Pierre Lachance**

St-Hubert (Québec)  
Vice-président  
BBH Géo-Management inc.

### **Me Henri Lanctôt**

Ville Mont-Royal (Québec)  
Gowling Lafleur Henderson, s.r.l.

## MEMBRES DE LA HAUTE DIRECTION

### **Guy Hébert, Bsc géo, M.B.A.**

Président et chef de la direction

### **Jean-Pierre Lachance, géo**

Vice-président exécutif

### **Pauline Comtois, CGA**

Chef des finances

### **Me Henri Lanctôt**

Secrétaire

## INFORMATIONS AUX ACTIONNAIRES

### **Inscription**

Bourse de Toronto - Symbole RSC  
Bourse de Francfort – symbole RF9  
US SEC Enregistrement # 0-49942 – Symbole SRSIF

### **Agent de transfert et registraire**

Société de fiducie Computershare du Canada

### **Vérificateurs**

Petrie Raymond, S.E.N.C.R.L., Comptables Agréés

### **Conseillers juridiques**

Gowling Lafleur Henderson, s.r.l.

### **Siège social**

1225, rue Gay-Lussac  
Boucherville (Québec) J4B 7K1, CANADA  
Téléphone : (450) 641-0775  
1-866-774-7722  
Télécopieur : (450) 641-1601  
Site internet : [www.stratecoinc.com](http://www.stratecoinc.com)

### **Assemblée annuelle**

Le 10 juin 2008 à 10 h 30  
Hôtel Fairmount Le Reine Elizabeth  
Salon Richelieu  
900, boulevard René-Lévesque Ouest  
Montréal (Québec) H3B 4A5 CANADA  
Téléphone : (514) 861-3511

*An English copy of this annual report may be obtained from the Company's head office in Boucherville, Quebec.*